

#COMPTE-RENDU CNAS du 18 décembre 2025 PAS DE BUDGET, MOINS DE BUDGET !

Déclaration liminaire de la CGT

Pour ajout à la déclaration liminaire commune, nous reprendrons les propos de la déclaration de soutien des confédérations concernant la mise en examen de la secrétaire générale de la confédération générale du travail, Sophie Binet :

« ...nous l'affirmons « *les rats quittent le navire* » n'est pas une injure mais le constat amer d'un comportement irresponsable. Elle illustre une réalité celle de la fuite des capitaux et des responsabilités face à l'effort collectif. Si qualifier ainsi la déloyauté envers la Nation est un délit, alors nous sommes toutes et tous coupables de clairvoyance. »

Effectivement, pour la **CGT Finances**, de l'argent il y en a, des propositions concrètes nous en avons également, pour se doter d'un budget digne d'un des pays du G7.

S'agissant de ce qui nous réunit aujourd'hui, la **CGT Finances**, dénonce encore et toujours la politique d'austérité du gouvernement et par effet de ricochet celle de notre budget de l'action sociale des ministères économiques et financiers.

Compte-rendu

C'était le premier CNAS de la nouvelle secrétaire générale (SG), Aurélie LAPIDUS. Cette dernière a insisté sur le contexte budgétaire incertain et sur le travail à venir concernant la revue des prestations afin de déterminer les meilleures évolutions possibles pour l'action sociale.

Point 1 – Approbation du procès-verbal du CNAS du 27 juin 2024

La **CGT Finances** n'étant pas présente à ce CNAS, nous n'avons pas souhaité prendre part au vote.

Point 2 - Note d'orientations aux président-e-s des CDAS

Le secrétariat général se félicite d'avoir un budget d'action sociale pérennisé mais pour la CGT Finances, il doit suivre l'inflation à minima. Et nous sommes très loin des sommes allouées il y a encore 10 ans.

Il est écrit dans les documents que « ASFV (Action Sociale Finances Vacances) s'emploie à maintenir un haut niveau de qualité de ses prestations ». Or, dès 2026, il n'y a plus de colonies à l'étranger aux vacances de printemps, les séjours de 18 jours auront quasiment tous disparu, il n'y aura plus de pré-acheminement pour les plus de 14 ans, les DOM TOM n'ont plus le droit qu'à un seul aller-retour pour les colonies dans l'hexagone.

Pour la **CGT Finances**, nous sommes loin du haut niveau !

Il est demandé aux président-e-s des CDAS de ne plus ou presque pas signer de conventions avec des psychologues, au regard du marché national passé avec Qualisocial et les remboursements de séances par la Sécurité Sociale.

Par ailleurs, il leur a également demandé de faire des actions locales en cohérence avec celles des SRIAS (Section Régionale Interministérielle de l'Action Sociale). Ils doivent favoriser la bonne articulation des prestations proposées notamment par ASFL (Action Sociale Finances Logement) et ASFV avec les prestations interministérielles !!!

La CGT Finances a voté CONTRE cette note.

Point 3 – Budget 2026

Toutes les organisations syndicales présentes n'ont pas souhaité discuter sur le budget puisque ce dernier n'est toujours pas voté.

Néanmoins, pour la **CGT Finances**, ce budget n'est pas la hauteur des besoins des agent-e-s et des retraité-e-s de notre ministère, ni le même sur tout le territoire que ce soit en métropole ou dans les outre-mer.

Nous avons demandé le pourcentage de la réserve qui n'est pas indiqué dans les documents.

Sur la restauration, nous développerons dans le point en dessous l'augmentation faramineuse du montant payé dans les RIA (Restaurant Inter Administratif).

S'agissant des titres-restaurant, la **CGT Finances**, est intervenue sur leur revalorisation qui n'a pas été revue depuis 2015 !

Sur les associations socio-culturelles, la **CGT Finances**, ne comprend pas pourquoi la masse salariale ainsi que les loyers sont pris en charge par le secrétariat général alors que ce n'est pas le cas pour ASFL, ASFV et ASFR (Action Sociale Finances Restauration).

Point 4- Harmonisation des tarifs de restauration pour 2026

La CGT Finances, a voté CONTRE car c'est une augmentation démesurée par rapport à la non revalorisation de nos salaires.

Point 5 - Agenda social

Le SG a prévu seulement 2 CNAS en 2026 pour cause d'élections professionnelles !

La revendique 3 CNAS comme indiqué dans le règlement intérieur : un « budgétaire », un « prospectif » et un « bilan ».

Point 6 - Propositions des CDAS

La CGT Finances, a souligné que dans toutes les questions posées par nos camarades des CDAS, aucune réponse n'était apportée.

Elle a particulièrement réagi sur les coupons sports pour les enfants de 6 à 11 ans qui n'ont pu être proposés car les frais d'envoi aux familles sont devenus trop onéreux.

Point 7 - Fédération Action Sociale Finances (FASF)

La **CGT Finances** a rappelé que nous n'étions pas pour cette strate supplémentaire et que nous ne sommes toujours pas convaincus.

Sur le déménagement et le regroupement des 3 associations, il nous semble que certains bureaux soient mal positionnés, il faudrait voir avec un ergonome et un médecin de prévention.

Il faudrait également faire un bilan sur la première année d'existence de la fédération et voir ce qu'elle a pu apporter à l'action sociale en général.

Point 8 - Questions diverses

Plusieurs questions diverses ont été abordées, notamment celle du camarade d'Orléans qui est intervenu sur la restauration dans son département. Aucune solution n'a pu être trouvée en séance.

La **CGT Finances**, a également demandé que les retraité-e-s puissent avoir accès à tous les restaurants. Or, nous avons constaté que pour les restaurants situés dans les services DGFIP, ils n'ont plus la possibilité d'y entrer. C'est inadmissible !

S'agissant des ventes de résidences ex-Epaf, nous avons insisté pour avoir une fiche d'information afin de connaître le montant pour chaque résidence vendue ainsi que la part revenant à l'action sociale.

Cette fiche nous sera envoyée prochainement.

Le prochain CNAS est prévu le 10 mars 2026.

Les représentants en CNAS : Clémence Thomas, Miguelle Bellay, Marina Khaldi, Laetitia Barrier, Christine Lé-veillé, Florence Rannou

experts : Aurélien Quintana, Jean-Luc Delauney